

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50808

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

que par le détour par les perceptions et représentations. Cette hypothèse s'appuie sur le postulat de la continuité d'une relation qui a été marquée dès l'après-guerre, par Kurt Schumacher lui-même, par la méfiance et l'incompréhension, par un »rendez-vous manqué« (p. 8). Le second postulat moins explicite est celui de la continuité après 1969, abordée par une lecture à rebours depuis 1989. Ces deux postulats sont également problématiques: d'abord en ce qu'ils identifient l'appartenance partisane comme un déterminant plus décisif que la responsabilité gouvernementale qui est dominée par la gestion de réalités tangibles et multiples contraignant à un pragmatisme dont ne manquait pourtant pas l'équipe de Brandt, ensuite en ce qu'ils reposent sur des attendus un peu simplistes quant à la »crainte française de l'unité allemande« toujours évoquée et pourtant fortement nuancée dans la recherche depuis qu'on a procédé à l'examen attentif des archives désormais accessibles. Aussi aborder la complexité des réactions françaises à l'»Ostpolitik« en partant de »1989 comme réalisation des cauchemars de 1969« (p. 9) n'est-il pas sans conséquence sur les résultats de l'analyse. L'attention se concentre d'abord sur les malentendus auxquels est consacrée une première partie centrée sur la perception de chacun des acteurs, sur la base de nombreuses données remontant loin avant 1969, avant d'étudier en deuxième et troisième partie les différents aspects de la façon dont fut gérée l'*Ostpolitik* dans la relation avec Paris dans une approche plus thématique que chronologique. Une quatrième partie est enfin centrée sur les différentes conceptions de la liberté et de la nation chez les interlocuteurs en présence et en particulier la question de la relation entre socialisme et nation en Allemagne. Les sources sont très majoritairement des entretiens, fort nombreux, menés avec des proches des acteurs. Ce type de source a les qualités de ses défauts et inversement: la diversité des regards »de l'intérieur« mais aussi l'inévitable reconstruction de la réalité, alliée à la partialité. Aussi peut-on regretter que l'auteur n'ait eu par ailleurs recours majoritairement qu'à des mémoires ou des ouvrages d'observateurs en laissant de côté les sources premières des archives et les travaux historiques pourtant nombreux aujourd'hui. Tendant au collage de réflexions alimentées de témoignages, ce livre est construit et rédigé sur un mode impressionniste, avec de larges sauts dans le temps et nombreux retours en arrière; il propose en fin de compte un aperçu de la multiplicité d'images et de non-dits. Si l'on fait abstraction d'une certaine facilité journalistique dans le style et d'un penchant pour le stéréotype naturellement simplificateur (comme Pompidou »l'Auvergnat méfiant«), cet ouvrage apporte bon nombre d'anecdotes et de points de vue de témoins.

Hélène MIARD-DELACROIX, Paris

Herbert LÜTHY, Frankreichs Uhren gehen anders. Herausgegeben von Irene RIESEN und Urs BITTERLI, Zurich (Neue Zürcher Zeitung) 2002, XXVI-385 p. (Gesammelte Werke, II), ISBN 978-3-85823-980-8, EUR 44,00.

Il faut saluer la publication par les éditions de la »Neue Zürcher Zeitung« des œuvres complètes en sept volumes de l'historien et publiciste suisse, Herbert Lüthy, dont l'étude sur »La banque protestante en France de l'édit de Nantes à la Révolution« est un ouvrage de référence et le livre traduit en français sous le titre: »La France à l'heure de son clocher« une contribution fondamentale à la compréhension de la IV^e République. Le tome II reproduit la version allemande de l'essai sur la France avec une introduction de Urs Bitterli qui met bien en évidence le propos de l'auteur et souligne la justesse de son diagnostic sur les dysfonctionnements de la société française et la faiblesse de ses gouvernants au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, il estime que la période retenue (1945-1953) est trop brève pour qu'on puisse tirer des conclusions définitives de l'observation des faits et de leur enchaînement et il reproche à Lüthy de raisonner comme si les maux qu'il dénonçait étaient irrémédiables.

Certes, le poids des traditions centralisatrice et colbertiste ne prédisposaient pas notre pays à jouer le jeu de la compétition internationale, ni à opter pour une politique d'aménagement du territoire susceptible de réduire l'écart entre »Paris et le désert français«. Par ailleurs, le jeu délétère des partis et l'emprise du Parlement sur le pouvoir exécutif privaient le gouvernement des moyens de lutter efficacement contre les »féodalités«. Enfin, les dirigeants de la IV^e République s'étaient engagés imprudemment dans des guerres coloniales en Asie et en Afrique du Nord dont on ne voyait pas l'issue et leur attitude vis-à-vis de la construction européenne restait ambiguë en dépit des initiatives audacieuses prises par Robert Schuman et Jean Monnet au début des années 1950. On conçoit donc que Lüthy se soit exprimé en termes pessimistes sur l'avenir de la France à une époque où les crises ministérielles se succédaient à un rythme inquiétant et où la politique tant intérieure qu'extérieure était grevée de lourdes hypothèques.

La rédaction de son livre a été achevée sous le gouvernement de Joseph Laniel qui symbolisait »l'immobilisme dans la stagnation« et il est paru après l'investiture de Pierre Mendès-France qui mit un terme à la guerre d'Indochine et amorça un programme de réformes. Mais on sait que cette expérience ne fut pas durable et que les gouvernements dits de »front républicain« constitués après les élections de janvier 1956 sont retombés dans les vieilles ornières et n'ont pas été en mesure de relever les défis de la décolonisation, notamment en Afrique du Nord. Dans un *post scriptum* à la quatrième édition de son essai, parue en 1958, Lüthy évoque cette période et ne modifie pas fondamentalement son jugement sur les faiblesses de la IV^e République. Tout en rendant hommage au talent de Mendès-France et d'Edgar Faure dans la gestion des affaires tunisienne et marocaine et en se félicitant du retour de la France à l'orthodoxie atlantique après l'échec de la CED, il estime que le système politique est bloqué et que rien ne laisse augurer la fin du »régime des partis«. Comme la plupart des observateurs de la scène politique française, l'auteur ne pouvait imaginer que le général de Gaulle, qui avait échoué dans sa tentative de mobiliser les énergies nationales sous l'égide du RPF et s'était retiré de la vie publique pour écrire ses mémoires, reviendrait au pouvoir à la faveur de la dégradation de la situation en Algérie et parviendrait à réformer les institutions selon le modèle qu'il avait exposé en juin 1946 dans son discours de Bayeux.

Dès lors les prévisions pessimistes de Lüthy étaient démenties puisque l'avènement de la V^e République a introduit une césure dans la vie politique française. Sous l'impulsion du général de Gaulle, la France a rompu avec le malthusianisme, participé activement à la construction de l'Europe, modernisé son appareil industriel et restauré l'autorité de l'État aussi bien dans son domaine de compétence interne que dans la conduite de sa politique étrangère. Aussi Raymond Aron a-t-il pu noter dans ses »Mémoires« (1983) que la France décadente et repliée sur elle-même que Lüthy criblait de ses flèches appartenait au passé et que son livre avait essentiellement valeur de témoignage sur une période déterminée de l'histoire de France. En revanche, le livre d'Alain Peyrefitte: »Le mal français« (1976) apportait de l'eau au moulin de l'auteur suisse dans la mesure où il soulignait certains éléments permanents du comportement français et confirmait ainsi le bien-fondé de la démarche entreprise dans »La France à l'heure de son clocher«: par-delà l'histoire immédiate, dégager les traits d'une »France éternelle« qui continue de fasciner le monde et apparaît à certains esprits comme un modèle de civilisation humaniste et un môle de résistance contre »la technicisation et la mécanisation de la vie«.

Lüthy ne dissimule pas ses affinités avec la civilisation française et son livre révèle une connaissance approfondie de notre pays où il a vécu de 1946 à 1958. Le regard qu'il porte sur ses institutions et ses mœurs politiques est celui d'un intellectuel suisse attaché au fédéralisme et au libéralisme et il se montre particulièrement sévère à l'égard de la centralisation administrative et du protectionnisme économique, celle-là favorisant des pratiques clientélistes préjudiciables au bon fonctionnement de la démocratie (»la république des camarades«) et celui-ci entravant l'action des entreprises les plus dynamiques et empê-

chant la répartition équitable des fruits de la croissance par le maintien de structures de production et de distribution archaïques. Tout aussi critique est sa description de la politique des partis qui se complaisent dans des querelles de clocher et négligent d'aborder de front les grands problèmes de l'heure, quand ils ne justifient pas la défense d'intérêts corporatistes au nom d'idéologies progressistes. Les coups les plus rudes sont portés aux partis conservateurs qui se préoccupent avant tout de défendre les privilèges des petits commerçants et artisans, entravent ainsi l'action des agents économiques les plus efficaces et empêchent une répartition équitable des fruits de la croissance. Mais il ne ménage pas pour autant les partis de gauche et plus particulièrement le PCF dont la trajectoire est décrite sans complaisance.

On trouvera notamment dans son livre des informations fiables sur le comportement des communistes français après la signature du pacte germano-soviétique d'août 1939, leur action dans la Résistance contre l'occupant allemand, leur participation à l'exercice du pouvoir après la Libération, leur engagement dans la bataille de la »production«, l'éviction de leurs ministres du gouvernement Ramadier, enfin les grèves »révolutionnaires« fomentées en 1947 et 1948 pour empêcher la mise en œuvre du plan Marshall et l'organisation de la sécurité européenne dans le cadre d'une alliance occidentale. Lüthy relève avec satisfaction que grâce à l'action déterminée de quelques hommes politiques auxquels il rend hommage – Vincent Auriol, Robert Schuman, Jules Moch, René Mayer – les gouvernements de »troisième force« ont su tenir tête au parti communiste et aux syndicats qui voulaient les renverser mais il déplore que depuis la victoire de »l'ordre républicain« contre la »subversion totalitaire« les intérêts de la classe ouvrière ne soient plus défendus et qu'elle soit condamnée à camper aux »portes de la cité«. C'est dire que l'auteur de »La France à l'heure de son clocher« n'est pas le thuriféraire d'un capitalisme ultra-libéral (*reiner Kapitalismus*) mais se soucie de l'amélioration du sort des classes sociales les plus défavorisées et de leur intégration dans la communauté nationale. À cet égard il relève l'incidence positive de l'idéologie des mouvements de Résistance et de la doctrine sociale de l'Église sur la politique menée par la IV^e République dans ce domaine, mais regrette que les querelles pour l'exercice du pouvoir dans les organismes dirigeants de la Sécurité sociale et les failles dans l'organisation de la solidarité entre les différentes catégories socio-professionnelles n'aient pas permis d'atteindre les objectifs que l'on s'était assignés.

Les remarques qui précèdent donnent un bref aperçu de la manière dont Lüthy aborde les questions soulevées par la politique française sous la IV^e République mais ne sauraient rendre compte de la richesse d'un ouvrage qui a été salué en son temps comme l'une des études les plus pénétrantes sur la France d'après guerre, en dépit des parti pris de l'auteur et du caractère polémique de certains développements, notamment ceux consacrés à la politique étrangère, à la politique coloniale et à la construction de l'Europe. Ainsi Lüthy, se montre très critique à l'égard de la politique allemande de la France dans les années consécutives à la chute du III^e Reich et va jusqu'à imputer aux prétentions émises par Paris au sein du Conseil de contrôle interallié et dans les conférences des ministres des Affaires étrangères des Quatre la cause principale de la division de l'Allemagne. Or, la plupart des historiens et des germanistes ont aujourd'hui une position plus nuancée en la matière même s'ils continuent d'exprimer des réserves sur les formules imaginées par les gouvernements français entre 1945 et 1948 pour régler la question allemande. Par ailleurs, l'auteur prend nettement parti dans la querelle sur la CED et accable de ses traits les adversaires de ce projet quelles qu'aient été leurs motivations. Là aussi, il eut été convenable de distinguer entre les arguments mis en avant par le parti communiste et les raisons invoquées par le général de Gaulle. Au demeurant, le rejet de la CED ne fut pas la résultante d'une collusion entre les »communistes et les gaullistes« mais l'expression d'une volonté de préserver l'autonomie de décision de la France en matière de défense et de politique étrangère. Ce sentiment était largement partagé au sein de la classe politique puisque à l'exception du MRP, tous les autres

partis étaient divisés sur ce mode d'encadrement du réarmement allemand. Quant à la dimension européenne de l'entreprise, elle était douteuse et Lüthy en convient lui-même lorsqu'il affirme que l'objet de la CED était »d'intégrer les forces allemandes dans l'OTAN sans que la RFA en soit un membre à part entière« (p. 304).

Cinquante ans après la publication du livre sa lecture s'impose à quiconque veut approfondir sa connaissance de l'histoire de la IV^e République et s'intéresse aux invariants de la politique française. Un appareil critique établi avec soin permet au lecteur de situer les acteurs dans le contexte de l'époque et de se remémorer les événements marquants qui ont jalonné l'histoire de la France et du monde de 1945 à 1958. Enfin, on ne lasse pas d'être frappé par la pertinence et l'actualité des analyses de Lüthy sur la permanence des pratiques administratives et des passions françaises. Aussi son livre ne se réduit-il pas à un essai sur les mœurs de la IV^e République mais relève de la science politique au sens où l'entendait Alexis de Tocqueville. À cet égard, »La France à l'heure de son clocher« s'apparente à »La démocratie en Amérique« et devrait connaître la même fortune.

Jean KLEIN, Paris

Herbert LÜTHY, *Essays II. 1963–1990*, hg. von Irene RIESEN und Urs BITTERLI, Zürich (NZZ) 2004, XVII–503 S., ISBN 978-3-03823-106-6, EUR 60,00.

Wie sehr Herbert Lüthy (1918–2002) ein Historiker und Essayist von europäischem Format war, belegt einprägsam der hier anzuzeigende zweite Band seiner Essays. Für ihn gilt das Gleiche wie für den in dieser Zeitschrift bereits vorgestellten ersten Band¹. Erneut beeindruckten die Spannweite der Themen und das breite Hintergrundwissen ebenso wie die analytische und darstellerische Perfektion.

Die Essays setzen ein mit einem Beitrag für den Kongress »L'Europe et le Monde« von 1963 in Basel. Hintergrund war der seit 1960 beschleunigte weltweite Prozeß der Entkolonialisierung. Den Schluß bildet »Wo liegt Europa? Ein Nachwort nach 30 Jahren«. Damals, am Ende des Kalten Krieges, sah Lüthy eine europäische Friedensordnung in den Bereich des Möglichen gerückt und nahm dazu Gedanken aus früheren Beiträgen auf. Die hier abgedruckten 30 Essays sind wieder überwiegend schweizerischen und deutschen Zeitschriften entnommen. Hinzu kommen Beiträge in Festgaben und Presseartikel. Damit sind einige der zahlreichen Anlässe genannt, die Lüthy zu Essays über die Geschichte bzw. Zeitgeschichte der Schweiz, Europas und der überseeischen Welt inspirierten.

In seinen Beiträgen über die Schweiz und die sie prägenden Prinzipien beschrieb er einen Bundesstaat zwischen z. T. fragwürdigen Traditionen und unumgänglichen Innovationen. Dieses Spannungsverhältnis spiegelte sich für ihn z. B. im schweizerischen Föderalismus, diesem oft als Modell für Europa empfohlenen System der »Nicht-Zentralisierung«. Zunehmende Regelungsdichte, eine Vielzahl von Bundessubventionen und Mischfinanzierungen haben zu einer von Lüthy kritisierten Verflechtung geführt. Hier versucht die Schweiz in jüngster Zeit, durch eine neue Aufgabenverteilung zwischen den Ebenen gegenzusteuern. Als eine der schwersten Belastungsproben für den Föderalismus analysierte er die sogenannte Jurafrage, d. h. den über 30 Jahre dauernden Prozeß der Herauslösung der frankophonen katholischen Minderheit aus dem überwiegend deutschsprachigen protestantischen Kanton Bern. Nach mehreren Plebisziten konnte sich der katholische Nordjura 1978 als neuer Kanton konstituieren, während der frankophone protestantische Südjura bewußt im Kanton Bern verblieb. Damit entwickelte sich auch in der Schweiz eine Ethnisierung der Politik. Im Widerspruch dazu hatte Lüthy 1965 die Gründung von zwei jurassischen Halbkantonen als adäquaten Weg zur Integration der Sprachminderheit gefordert

1 Vgl. Francia 32/3 (2005), S. 317f.